

Allocution de Mme Rebecca Kabuo
Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la République démocratique du Congo
Le 9 décembre 2022

Madame la Présidente, Excellences, chers collègues de la société civile,

Merci de m'avoir donné l'occasion de partager aujourd'hui quelques préoccupations et recommandations concernant mon pays, la République démocratique du Congo.

Mon nom est Rebecca Kabuo. Je suis membre de la Lutte pour le Changement (LUCHA). LUCHA est un mouvement citoyen congolais non-partisan & non-violent qui a été lancé en 2012 à Goma, pour appeler au respect de la démocratie et des droits humains fondamentaux en RDC.

Ma déclaration d'aujourd'hui portera sur trois points essentiels :

1. La situation actuelle dans le pays, notamment dans l'est de la RDC, et l'impact de ce conflit sur la femme,
2. L'importance cruciale de la participation politique des femmes, et
3. Le rôle de la MONUSCO.

Protection des civils, y compris des femmes et des filles

La reprise des combats entre les Forces armées congolaises (FARDC) et le Mouvement M23 a aggravé les tensions dans la région, ainsi que la crise humanitaire et des cas de violation des droits des humains dans le pays. Alors que la région s'efforce de trouver des solutions pacifiques aux conflits, le Rwanda a continué à apporter un appui militaire au Mouvement du M23.

Les rebelles du M23 ont tué 131 civils (102 hommes, 17 femmes et 12 enfants) au cours d'actes de représailles contre les populations civiles perpétrés les 29 et 30 novembre, à Kishishe et Bambo, deux villages du territoire de Rutshuru dans la Province du Nord Kivu. Au moins 22 femmes et 5 filles ont été violées.

En outre, la présence de troupes de la Communauté de l'Afrique de l'Est a créé une grande inquiétude au sein d'une population déjà sous la menace constante de la violence et d'abus de leurs droits fondamentaux. Les civils sont contraints de payer des "taxes" aux groupes armés pour rester en sécurité chez eux, et ceux qui ne peuvent pas payer n'ont d'autre choix que de fuir ou de risquer la violence. Cette situation a aggravé la vulnérabilité économique des femmes vivant dans un contexte de conflit.

Il est bien connu que le conflit a eu un impact profondément négatif sur les femmes et les filles. Les violences sexistes ont augmenté de 80 % en 2021, et pourtant, l'accès à la justice reste difficile, car les auteurs de ces crimes sont rarement sanctionnés. Même le Conseil de sécurité de l'ONU qui a la capacité de montrer l'exemple au reste du monde grâce à son régime de sanctions, n'a inscrit aucun nouvel individu ou groupe depuis 2020. Plus d'un million de personnes ont été déplacées, dont une proportion considérable de femmes et de filles. Les femmes sont non seulement exposées à un risque accru de violences sexuelle et sexistes, mais aussi des maladies comme le choléra.

Les femmes défenseurs des droits humains continuent d'être prises pour cible par les autorités, faisant l'objet de menaces de mort, d'arrestations arbitraires, d'enlèvements, de violences sexuelles et sexistes, de descentes dans les bureaux et de stigmatisation, le tout dans un contexte de culture de l'impunité pour les violations des droits humains. Il est essentiel de surveiller et de signaler les attaques contre les femmes défenseurs des droits humains et artisans de la paix, d'autant plus que les mécanismes de protection existants se sont avérés inefficaces et dénués de toute dimension de genre.

La participation politique des femmes

Malheureusement, il n'y a pas eu de consultations avec la société civile sur le calendrier électoral. Les élections étant maintenant prévues pour décembre 2023, il est crucial de réfléchir sur la participation politique actuelle des femmes et des jeunes en RDC, ainsi qu'à leur espace civique pour s'exprimer.

Les femmes sont toujours confrontées à des obstacles fondamentaux pour accéder aux bureaux de vote, en particulier dans les zones rurales les plus reculées. Lorsqu'elles parviennent à accéder à un isoloir, les femmes doivent lutter contre les réticences découlant des stéréotypes liés au genre ainsi que contre les obstacles pratiques, tels que le manque d'informations sur les procédures de vote. Les candidates sont confrontées au manque d'information, au manque de financement et à la violence sexiste.

La Commission Electorale Indépendante (CENI) a annoncé récemment le calendrier électoral qui ne prévoit qu'un délai de 30 jours pour l'inscription des électeurs. Un délai aussi court est un obstacle supplémentaire à la pleine participation non seulement des femmes, mais aussi des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des personnes handicapées, en particulier dans les zones de conflits.

La semaine dernière, le troisième cycle de négociations de paix sur la RDC a eu lieu à Nairobi. Lors de ces pourparlers de paix de Nairobi en avril 2022, il n'y avait aucune femme parmi les 30 délégués des groupes armés en RDC. Bien que les pourparlers les plus récents en novembre aient inclus des femmes de la société civile, les femmes leaders continuent d'exprimer leur inquiétude quant au fait que le gouvernement de la RDC et la MONUSCO doivent s'assurer qu'elles sont pleinement et significativement incluses dans toutes les négociations actuelles et futures, compte tenu du rôle actif et essentiel que les femmes ont joué dans les efforts locaux de paix.

Le rôle de la MONUSCO

Le ressentiment de la population à l'égard de la MONUSCO s'est accru. Notre peuple est frustré par le fait que la MONUSCO est présente en RDC depuis plus de 20 ans, mais qu'elle n'a pas été en mesure de mettre fin au cycle de la violence ou de fournir une protection ou une sécurité adéquate aux civils, conformément à son mandat. De plus, la fusillade d'au moins 12 personnes durant les manifestations anti-MONUSCO en juillet a encore exacerbé le rejet de la population à leur rencontre.

Un plan de transition clair et bien communiqué de la MONUSCO, comportant d'importants éléments liés au genre, est crucial pour une solution durable au conflit. La révision attendue de ce plan doit répondre à la norme établie par le plan actuel pour l'inclusion du genre, et aller au-delà en articulant clairement la manière dont les perspectives de la société civile des femmes informeront les évaluations des progrès.

Nous demandons donc au Conseil de sécurité de :

Recommandations

- Veiller à ce que la MONUSCO assure la pleine protection des civils, en particulier des femmes et des filles, qui continuent de vivre dans les zones touchées par les conflits. La MONUSCO doit aussi surveiller et rendre compte de toutes les violations des droits de l'homme, y compris toutes formes de la violence contre les femmes.
- Assurer que toutes les parties, y inclus les forces armées congolaises, les forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est, et la MONUSCO agissent dans un cadre de respect strict des droits humains et du droit international humanitaire. Nous demandons aussi que le Conseil de sécurité veille à ce-que leurs mandats soient clairs et complémentaires et que toute violations des droits humains soit évité dans leurs opérations.
- Veiller à ce que les femmes participent pleinement et au même pied d'égalité à toutes les étapes du processus électoral, à partir de l'inscription sur les listes électorales. Nous demandons aussi à la MONUSCO d'assurer la protection non seulement des citoyens dans l'exercice de leurs droits de vote,

mais aussi la protection pleine des femmes candidates, des observatrices et administratrices, surtout dans les zones de conflit.

- Rappeler aux parties prenantes dans les processus de paix, y inclus le processus de Nairobi et de Luanda, que la participation pleine et active des femmes est essentielle pour aboutir à une paix durable, comme établi par la résolution 1325 du Conseil de Sécurité.
- Nous demandons au Conseil de sécurité de veiller à ce que le retrait de la MONUSCO soit progressif, responsable et conditionné au respect des droits humains et à la protection des civils. Notamment ce retrait doit être aussi conditionné à la mise en place d'un mécanisme de réforme du secteur de la sécurité.
- Nous demandons également aux Etats membres du Conseil de Sécurité d'exiger aux autorités congolaises d'engager rapidement ces réformes des services de sécurité notamment l'armée afin d'être capable de protéger les populations congolaises et leurs biens à travers l'ensemble du territoire national.

Madame la Présidente, Excellences,

Aujourd'hui, plus que jamais, le peuple congolais est confronté à des défis qui semblent insurmontables. Mais c'est dans des moments comme celui-ci que nous ne devons pas désespérer. En tant que représentantes de la société civile, nous n'avons pas perdu l'espoir de voir la paix s'installer dans ce pays. Cependant, nous ne réussissons que si la communauté internationale — y compris vous, le Conseil de sécurité — nous soutient dans ces efforts.

Je vous remercie.